



Extract of CIDR

<https://cidr.org/SENEGAL-Donnees-generales.html>

SENEGAL - Données générales - Situation intérieure - Politique extérieure

- Activités - Programmes de développement - Dossiers pays -

Publication date: mardi 15 mars 2011

Description:

En raison de la crise économique mondiale, le Sénégal connaît un ralentissement de sa croissance économique, estimée à 1,7% en 2009 et 2,7% en 2010. L'inflation reste élevée et les indicateurs de développement humain très bas. Plus de 50% de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Copyright © CIDR - Tous droits réservés

Source : Ministère des Affaires Etrangères

Dernière mise à jour : 04/01/10

Données générales

Données générales et géographiques

Nom officiel : République du Sénégal

Nature du régime : République

Chef de l'Etat et/ou du Gouvernement : Maître Abdoulaye Wade, Président de la République

Superficie : 196 722 km²

Capitale : Dakar

Villes principales : Thiès, Kaolack, Ziguinchor, Saint-Louis

Langue (s) officielle (s) : Français

Langue (s) courante (s) : Wolof, Diola, Malinké, Pular, Sérère, Soninké.

Monnaie : Franc CFA

Fête nationale : 4 avril (indépendance)

Données démographiques

Population : 12,5 millions d'habitants en 2009 (The Economist Intelligence Unit)

Densité : 63,5 hab/ km²

Croissance démographique : 2,6 % en 2008 (Banque Mondiale)

Espérance de vie : 56 ans en 2008 (Banque Mondiale)

Taux d'alphabétisation : 39 % en 2006 (Banque Mondiale)

Religions : Islam (94%), christianisme (4%), animisme (2%)

Principaux groupes ethniques : Wolofs (35%), Sérères (20%), Peuls (15%), Toucouleurs (10%), Diolas (8%)
(Maison des Français de l'Etranger)

Indice de développement humain : 166 ème sur 182 pays en 2007 (PNUD, Rapport mondial sur le développement humain)

Données économiques

PNB (2008) : 11,83 Mds \$ soit 7,97 Mds Euros (Banque Mondiale)

PNB par habitant (2008) : 970 \$ soit 653,9 Euros (Banque Mondiale)

Taux de croissance : 2,4% en 2008 ; 1,7 % prévus en 2009 et 2,7% en 2010 (EIU)

Taux de chômage : 49% (2008, Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie du Sénégal)

Taux d'inflation : 4,3% en 2008 (3,2% prévus en 2009 et 3,7% en 2010) (EIU)

Solde budgétaire : - 36,4 Mds de FCFA en 2008 soit 55,5 M Euros (Loi de finances rectificatives de 2008, budget total : 1688,2 Mds de FCFA ; loi de finances pour 2009 : 1834,9 Mds de FCFA)

Balance commerciale (2008) : -1,67 milliard d'euros (EIU)

Principaux clients(2008) : Mali (19,6%), Inde (5,9%), France (5,5%), (EIU)

Principaux fournisseurs (2008) : France (20%), Royaume Uni (15,4%), Chine (4,5%) (EIU)

Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB : agriculture, 14,6%, industrie 21,5 %, services 63,9 % (EIU)

Exportations de la France vers le Sénégal : 791 M Euros en 2008 (DGPTE)

Importations françaises depuis le Sénégal : 83 M Euros en 2008 (DGPTE)

++++

Situation intérieure

Politique intérieure

- ▶ Le scrutin présidentiel de mars 2000 a permis au pays de connaître sa première alternance politique depuis l'indépendance, avec la victoire de Me Abdoulaye Wade face au Président sortant, Abdou Diouf (en place depuis 1981).
- ▶ L'alternance exemplaire de 2000 n'a toutefois pas permis de satisfaire les espoirs qu'elle avait suscités. Le Sénégal reste un modèle de stabilité et de démocratie sans être un modèle de développement et la pauvreté ne recule pas malgré une croissance soutenue. Classé dans la catégorie des pays les moins avancés (PMA) depuis 2001, le pays cumule les handicaps du sous-développement : difficultés d'accès de la population aux services de base, étroitesse d'une base économique viable, absence de perspectives pour la jeunesse. La population est confrontée à d'importantes difficultés socio-économiques, aggravées par la hausse des prix mondiaux, qui suscitent périodiquement des tensions (manifestations contre la vie chère organisées depuis la fin 2007, émeutes survenues à Kedougou en décembre 2008).
- ▶ Le président Wade a affronté, le 25 février 2007, quatorze candidats lors d'un scrutin qui s'est tenu sans incidents majeurs. Réélu au premier tour, avec 55,90 % des voix, il a aisément distancé ses deux plus proches rivaux, Idrissa Seck (14,92 %) et Ousmane Tanor Dieng (13,56 %). Contestant ces résultats, l'opposition a décidé de boycotter les législatives. Avec 38% de participation, celles-ci peuvent être considérées comme un revers pour le Chef de l'Etat, même si le Parti Démocratique Sénégalais (PDS, parti du Président) dispose d'une écrasante majorité à la Chambre (131 députés sur 150).
- ▶ L'opposition, un temps marginalisée du fait du boycott des législatives, a remporté une victoire lors des élections locales de mars 2009. Réunie au sein du Front Benno Siggil Senegal, elle a notamment emporté les villes de Dakar et Saint-Louis. L'unité de façade de l'opposition masque toutefois mal les rivalités qui opposent ses principaux dirigeants, notamment Moustapha Niass de l'Alliance des Forces du Progrès (AFP) et Ousmane Tanor Dieng du Parti socialiste. En outre, Macky Sall, ancien Premier ministre écarté par le Président Wade et démis de la présidence de l'Assemblée nationale en novembre 2008, a créé son propre parti : « Alliance Pour la République/ Yaakaar (espoir) » et a rejoint l'opposition. Il a remporté la ville de Fatick lors du scrutin de mars.
- ▶ Dans la perspective de l'élection présidentielle de 2012, la question de la succession du Président Wade suscite de nombreuses conjectures sur le futur candidat du parti libéral. A la suite de la défaite du parti présidentiel lors de ces élections, le Président Wade a nommé un nouveau gouvernement dirigé par M. Souleymane Ndene Ndiaye. Il a également fait entrer son fils au gouvernement le 1er mai au poste de Ministre de la Coopération Internationale, de l'Aménagement du Territoire, des Transports aériens et des Infrastructures, en dépit de l'échec de la liste du PDS, sur laquelle figurait Karim Wade, à la mairie de Dakar. Le Président s'est en outre réconcilié avec son ancien premier ministre Idrissa Seck, qui avait créé son propre parti, Rewmi, et s'était présenté contre le chef de l'Etat à l'élection présidentielle de 2007. Coupant court, momentanément, aux rumeurs, le Président Wade a annoncé en septembre 2009 qu'il serait candidat à sa propre succession.
- ▶ En Casamance, troublée depuis 1982, le président Wade a pu obtenir, après le cessez-le-feu de 1999, la reprise des contacts officiels entre le gouvernement et le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) le 16 décembre 2000. Le Premier ministre sénégalais a inauguré, en novembre 2004, l'Agence nationale pour la relance des activités économiques et sociales de la Casamance (ANRAC) chargée d'assurer un programme de reconstruction d'un montant de 94 MEuros, monté avec l'appui de la Banque Mondiale. Le 30 décembre 2004, le ministre sénégalais de l'Intérieur a signé à Ziguinchor un accord de paix avec l'abbé Diamacoune, président du MFDC, par lequel le MFDC renonçait définitivement à la lutte armée. Malgré cet accord, les perspectives d'une paix durable restent éloignées notamment en raison des querelles intestines au sein du MFDC et d'une politique

gouvernementale ambiguë. Le décès de l'abbé Diamacoune, début 2007, a ouvert une crise de succession au sein du MFDC. Sur le terrain, la situation n'est pas stabilisée comme en témoignent l'assassinat de l'ancien président du conseil régional en décembre 2006, celui d'un médiateur du gouvernement pour la paix en Casamance en décembre 2007 et les incidents survenus dans la région en août 2009.

Situation économique et financière

- ▶ En raison de la crise économique mondiale, le Sénégal connaît un ralentissement de sa croissance économique, estimée à 1,7% en 2009 et 2,7% en 2010 (source : The Economist Intelligence Unit). L'économie a notamment souffert de la hausse des prix mondiaux, des difficultés du secteur de l'énergie et des arriérés de l'Etat vis-à-vis du secteur privé. Elle est tirée, en 2009, par le redressement des industries chimiques du Sénégal (ICS), reprises par l'indien IFFCO en mars 2008, et la restructuration de la SENELEC (électricité) grâce à l'appui des bailleurs de fonds (AFD, BM). L'inflation reste élevée, sous l'impact de la flambée des prix des denrées de première nécessité et des prix du pétrole, en dépit des subventions et mesures fiscales adoptées par les autorités dans ces deux secteurs. Les indicateurs de développement humain restent encore très bas (166ème sur 182 pays en 2007 ; recul relatif dans le classement par rapport aux années précédentes même si l'indice du pays s'est amélioré) et plus de 50% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.
- ▶ Le secteur primaire (14,6% du PIB en 2006, 50% de la population active) est vulnérable aux conditions naturelles et à la volatilité des cours mondiaux. Le secteur de la pêche souffre par ailleurs de la raréfaction des ressources halieutiques. Les activités secondaires (21,5% du PIB) sont fondées sur l'extraction et la transformation des phosphates, sur la transformation agro-alimentaire, le BTP et l'industrie du ciment, soutenus par les investissements immobiliers de la diaspora (les transferts de migrants demeurent importants et représentent 930 MEuros en 2008), et les grands travaux (en projet notamment : autoroute Dakar-Diamniadio, aéroport Blaise Diagne, zone économique spéciale). Le secteur tertiaire (63,9% du PIB, service public inclus) reste en grande partie informel. Le tourisme est touché par la concurrence avivée entre les destinations mondiales. Le secteur des banques et des assurances est particulièrement dynamique et concurrentiel. Dans le domaine des transports, la compagnie Air Sénégal International a cessé ses vols fin avril 2009 en raison d'importantes difficultés financières : un accord entre l'Etat sénégalais et la société Royal Air Maroc conclu fin mai prévoit la création d'une nouvelle compagnie.
- ▶ D'importantes réformes ont sensiblement amélioré l'environnement des affaires : privatisations d'entreprises publiques (en particulier dans la filière agricole et dans les infrastructures, reste à finaliser celle de l'électricité, les nouvelles capacités de production étant d'ores et déjà concédées au privé), développement des partenariats publics privés (PPP), simplification du code des marchés publics, création d'un guichet unique réduisant le délai d'attente administrative pour la création d'une entreprise, simplification des procédures douanières. Le Président Wade a par ailleurs lancé en 2008 une « Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance » (GOANA).
- ▶ Alors que le Sénégal avait accédé, en novembre 2007, au programme du FMI de l'Instrument de soutien à la politique économique (ISPE), les missions du Fonds ont révélé en 2008 un dérapage des finances publiques (importants arriérés au secteur privé notamment). Dans ce contexte, la deuxième revue du programme a été approuvée dans des conditions difficiles par le FMI en décembre 2008. Une facilité de protection contre chocs exogènes a également été accordée au Sénégal. Cette approbation a permis une mobilisation de fonds de la communauté internationale, dont un prêt de 125 MEuros de l'Agence française de développement. L'approbation de la troisième revue du programme ISPE en juin 2009 a permis le décaissement de l'ensemble du prêt.
- ▶ Le Sénégal a atteint en avril 2004 le point d'achèvement de l'initiative pays pauvres très endettés (PPTE) renforcée. Dans ce cadre, le stock de la dette extérieure a été ramené de 69,5% du PIB en 2000 à 41,4% fin 2004. La majeure partie de notre encours a été annulée en 1989 et en 1994 dans le cadre des annulations dites de Dakar

(1 140 MEuros). Le reliquat (247 MEuros) l'a été en novembre 2004. Cet effort conséquent clôture une série d'annulations à titre bilatéral entamée en 1972.

- ▶ La dépendance sénégalaise vis-à-vis de l'extérieur, plus précisément envers l'Afrique de l'ouest, l'Union européenne et la France, se confirme. De 2006 à 2007 le déficit de la balance commerciale a poursuivi sa dégradation (hausse de 36%). Ce creusement est principalement imputable à la baisse des exportations de produits pétroliers et à la forte hausse (+18,6%) des importations rassemblant les produits alimentaires (+30%), pétroliers et technologiques. Les transferts des migrants, qui représentent plus de 10% du PIB, pourraient se contracter sous l'effet de la crise économique mondiale.

++++

Politique extérieure

- ▶ Le Sénégal entretient des relations privilégiées avec les pays développés, notamment avec la France mais aussi avec les Etats-Unis. Le Sénégal a par ailleurs rétabli ses relations diplomatiques avec la Chine en 2005, mettant fin à près de dix ans de coopération avec Taiwan.
- ▶ En Afrique, le Sénégal privilégie l'intégration sous-régionale (UEMOA et CEDEAO dont Dakar a assuré la présidence en 2002) et entretient de bonnes relations avec tous ses voisins. Le rapprochement avec Nouakchott s'était accéléré avec la décision du président Abdallahi de permettre le retour des Négro-mauritaniens expulsés en 1989. A la suite de la crise ouverte par le coup d'Etat survenu en Mauritanie le 6 août 2008, le Président Wade et son Ministre des Affaires étrangères se sont personnellement engagés dans une médiation qui a abouti à un accord conclu à Dakar le 2 juin 2009. Des tensions resurgissent périodiquement avec la Gambie, enclavée dans le territoire sénégalais (taxes de transit, présence de rebelles casamançais). Comme l'ensemble des pays de la côte, Dakar fait face au trafic de drogue en provenance d'Amérique latine.
- ▶ Le Sénégal cherche également à jouer un rôle moteur au niveau du continent et de l'Union africaine. Le président Wade s'est impliqué dans la résolution de nombreuses crises régionales (Mauritanie, médiation entre le Tchad et le Soudan, qui a abouti à l'accord signé à Dakar du 13 mars 2008). Dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le Sénégal anime les corbeilles environnement, infrastructures, nouvelles technologies de la communication et énergie. Le président Wade s'est élevé à plusieurs reprises contre le manque de résultats du NEPAD en dépit des financements obtenus. En juillet 2006, l'Union Africaine a mandaté le Sénégal pour juger l'ancien Président tchadien Hissène Habré, accusé de violations graves des droits de l'Homme. Déposé en décembre 1990 par Idriss Déby, il avait trouvé refuge au Sénégal.
- ▶ Membre actif des Nations Unies, le Sénégal a officiellement présenté sa candidature à un siège de membre permanent au Conseil de Sécurité. Il fait partie des Etats africains régulièrement invités aux réunions du G8. Dakar contribue par ailleurs à de nombreuses opérations de maintien de la paix, notamment en République Démocratique du Congo (740 soldats et policiers au sein de la MONUC), en Côte d'Ivoire (390 au sein de l'ONUCI) et au Darfour (985 au sein de la MINUAD).
- ▶ Le Sénégal a pris sous la présidence de Me Wade de nombreuses initiatives multilatérales, notamment en faveur de la solidarité numérique, contre la fracture agricole (organisation du Dakar agricole inspiré des forums de Davos et de Porto Alegre en février 2005), pour le dialogue entre les civilisations. Le Sénégal a accueilli les 13 et 14 mars 2008 la 11ème session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de la Conférence

Islamique (OCI). Il prévoit d'organiser en décembre 2010 le troisième Festival Mondial des Arts Nègres.